



2005 : Deuxième marche mondiale des femmes

8 mars

Journée internationale de lutte des femmes



Quelques dates clés de l'égalité au travail :

- 1900 : journée de travail réduite à dix heures pour les femmes et les enfants
- 1907 : les femmes obtiennent le droit de disposer librement du salaire qu'elle gagne
- 1907 : les femmes salariées obtiennent le droit d'être leurs conseillers prud'hommes.
- 1908 : une femme peut être élue conseiller prud'homme.
- 1909 : congé de maternité de huit semaines
- 1940 : Vichy interdit l'embauche des femmes mariées dans l'administration
- 1944 : droit de vote et d'éligibilité
- 1946 : le préambule de la Constitution consacre le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes
- 1965 : les femmes peuvent exercer une profession sans autorisation du mari
- 1972 : le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes est inscrit dans la loi
- 1982 : les dernières exceptions aux principes d'égalité d'accès aux emplois publics sont supprimées
- 1983 : loi Roudy sur l'égalité professionnelle
- 1992 : loi sanctionnant le harcèlement sexuel
- 2001 : congé paternité de 11 jours
- 2001 : loi sur l'égalité professionnelle dans les entreprises et les branches
- 2004 : accord national interprofessionnel sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes
- 2008 : loi du 23 juillet 2008 qui modifie l'article 1^{er} de la Constitution désormais ainsi rédigé : « La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales ».

Le 8 mars n'est pas la « journée de la femme », c'est la journée internationale de lutte des femmes (1).

L'initiative de la journée du 8 mars revient à la Conférence Internationale des femmes qui se tint à Copenhague en septembre 1910, parallèlement au 8^{ème} Congrès de l'Internationale socialiste (IIe Internationale). Sur proposition de la militante socialiste allemande **Clara ZETKIN**, la conférence décide d'organiser chaque année « une journée universelle, féminine, de lutte pour les droits de la femme, et pour la paix ».

Cette décision prolonge concrètement les orientations prises trois ans auparavant par la conférence des femmes au 7^{ème} Congrès de Stuttgart (août 1907) de cette Internationale socialiste qui avait décidé à l'unanimité de placer au centre de ses activités la lutte pour le droit de vote des femmes.

La décision de la conférence de Copenhague entre dès l'année suivante en application aux Etats-Unis, en Allemagne, en Suisse, en Autriche et au Danemark. En 1912, elle gagne la France et la Russie Tsariste. Pendant la première guerre mondiale, les femmes remplacent massivement dans les usines les hommes mobilisés sur le front. Luttés pour de meilleures conditions de travail et lutte pour la paix vont se conjuguer.

C'est ainsi qu'en 1915, **Alexandra KOLLONTAI** organise près d'Oslo, une manifestation des femmes contre la guerre qui réunit les opposants à la première guerre mondiale. Dans un certain nombre de pays les femmes obtiennent le droit de vote après la guerre (1918 en Pologne, 1919 en Allemagne). Mais seulement 1944 ... en France !



Autre 8 mars à remarquer, à Saint Pétersbourg (le 23 février 1917 dans le calendrier Grégorien correspond au 8 mars de notre calendrier Julien) une grande manifestation organisée à l'occasion de la journée internationale va marquer le début de la révolution russe.

La guerre, puis les différentes scissions à l'intérieur du mouvement ouvrier, vont quelque peu faire oublier cette journée. Elle connaîtra un nouveau départ en 1921 en URSS où elle sera jour férié et chômé; à cette occasion les hommes offrent des cadeaux à leurs mères, épouses et collègues de travail, les enfants apportent des fleurs à leur professeur². En France, son nouveau départ sera l'année 1948 où une manifestation à Paris rassemble cent mille femmes.

Les Nations Unies ont commencé à célébrer la Journée internationale de la femme le 8 mars 1975.

En France c'est en 1982 que le gouvernement socialiste instaure le caractère officiel de la célébration de la journée de la femme le 8 Mars.

La célébration du 8 mars en Europe, en s'institutionnalisant, a pu perdre son caractère protestataire qui reste vivace dans d'autres pays du globe. Pourtant il reste beaucoup de chemin



Clara ZETKIN (1857-1933)

Clara (EISSNER de son nom de jeune fille) est née le 5 juillet 1857 à Wiederau (Saxe). Elle est institutrice lorsqu'en 1878, les lois antisociales du Chancelier Bismarck la prive de son emploi et l'oblige à s'exiler.

Elle se réfugie à Paris où elle épouse un réfugié russe, Ossip ZETKIN. Clara ZETKIN s'engage dans le mouvement socialiste. En juillet 1889, elle présente le rapport sur le travail politique auprès des femmes au congrès constitutif de l'Internationale socialiste (IIe Internationale) tenu à Paris. Elle joue désormais un rôle de premier plan dans le mouvement ouvrier et plus particulièrement dans la lutte contre la guerre dont les dangers sont grandissants, et dans le grand mouvement pour l'émancipation des femmes.

Alexandra KOLLONTAI, militante socialiste russe (1873-1952), participe de 1908 à 1917 au mouvement social dans plusieurs pays d'Europe et aux Etats-Unis. Elle sera la première femme ambassadrice en 1923, représentant l'URSS en Norvège.



¹ Comme le Premier Mai n'est pas la journée du muguet ! (Lire notre fiche sur le 1er Mai)

² Ce jour férié sera repris par les nouveaux états socialistes, après 1945, qui l'adapteront à leurs culture et traditions.



USA or not USA ?

On affirme généralement que le 8 mars est d'origine américaine, et que cette journée commémore une manifestation des ouvrières de l'habillement le 8 mars 1857 à New-York. Les historiens se sont penchés sur cette référence, et n'en ont trouvé aucune trace dans les sources de l'époque.

Cependant la Journée internationale de lutte des femmes trouve bien son origine dans des événements historiques, dont une partie se situent aux USA.

C'est le Parti socialiste américain qui organise le dernier dimanche de février 1909 des manifestations en faveur de droit de vote des femmes. Le 28 février 1909, cinq meetings appelés « Woman's Suffrage Demonstrations » se tiennent dans la région de New-York. On trouve cependant trace d'une grève des chemisières de New-York, entre 20 000 et 30 000 grévistes dont 80% de femmes, du 22 novembre 1909 au 15 février 1910. On qualifia cette importante grève de « grève du mouvement des femmes ».

Ces événements ont peut-être inspiré Clara Zetkin (qui ne fait pas référence à une manifestation américaine de 1857) pour proposer une résolution en août 1910 organisant chaque année une Journée internationale de lutte des femmes, notamment pour promouvoir la lutte pour le suffrage féminin, mais sans en fixer une date précise. Dès l'année suivante la Journée internationale est célébrée en Allemagne, en Autriche, au Danemark, aux Etats-Unis, et en Suisse.

Peu de choses marquantes en France. La Journée n'est organisée un 8 mars qu'en 1914 ! La référence à la manifestation de 1857 aux Etats-Unis n'apparaît qu'après la seconde guerre mondiale. Des historiens avancent l'hypothèse qu'il pouvait être utile de situer l'origine du 8 mars à l'Ouest plutôt qu'à l'Est, comme pour le Premier Mai, alors que s'ouvrait la période de la Guerre froide.

à parcourir pour que notre société soit débarrassée des préjugés sexistes, et pour qu'au travail la femme soit l'égale de l'homme. La journée du 8 mars est une bonne occasion de faire le bilan des progrès accomplis sur ce chemin, d'identifier les difficultés encore à surmonter pour parvenir à une véritable égalité dans l'emploi, dans les salaires, dans les carrières. ■



Les femmes au travail

Il y a un siècle non seulement les femmes sont exclues du suffrage universel, mais elles sont également privées de la plupart des droits civiques et civils. Elles ne peuvent même pas être témoins dans les actes d'état civil ou notariaux ! Mariées, la loi les enfermait dans un statut de mineures. Sous la tutelle du mari elles ne pouvaient ni exercer une profession, ni obtenir un passeport, ni témoigner en justice sans son accord.

La marche vers la citoyenneté à part entière des femmes fut (et reste) longue et difficile. Dès ses origines le mouvement syndical oscille entre deux visions quant au rôle et à la place des femmes car, inséré dans une société qui dénie à la femme le droit au travail salarié (on ne lui accorde que si elle est célibataire ou veuve), la majorité des syndicalistes est convaincue que la division des rôles en fonction du sexe est conforme à la loi naturelle ; mais de plus en plus coexiste et progresse une autre vision plus lucide d'une réalité où les femmes sont de plus en plus présentes dans les usines et les bureaux. Le pragmatisme et le mûrissement des consciences vont permettre rapidement au mouvement syndical de donner aux femmes salariées les moyens de se défendre contre leurs employeurs, et ainsi de créer les conditions de l'unité des salariés.

Une des premières revendications de la Fédération des syndicats sera, dès 1886, la possibilité pour les femmes salariées de voter aux élections prud'homales (droit obtenu en 1907). Sur le plan politique il faudra attendre encore près de quarante ans pour que les femmes en avril 1944 se voient reconnues citoyennes. Deux ans plus tard, le 29 mai 1946, la notion de « salaire féminin » est officiellement supprimée, « à conditions correspondantes de qualification professionnelle et de rendement » il n'y aura pas de différence entre salaires masculins et féminins. Mais, comme on le sait, cette reconnaissance d'un principe de fond exigera de nombreuses batailles pour qu'il soit respecté dans les entreprises. Il faudra même d'autres lois (1972, 1983 et 2001), et aujourd'hui encore les inégalités de salaires sont estimées à 25%.



Suffragettes, Munitionnettes, Midinettes...

Le mot « suffragette » fait son entrée le 11 mars 1910 au grand meeting suffragiste qui se tient à Paris, en soutien aux candidates qui ont décidé de se présenter aux prochaines élections législatives, bien que les femmes ne soient ni électrices, ni éligibles. Lors du vote (masculin), certaines des candidates recueilleront des scores plus qu'honorables, avec un record de 27,5 % des suffrages dans l'Isère pour Elisabeth RENAUD !

La première guerre mondiale impose une entrée massive des femmes dans les usines, des femmes qui accèdent à des métiers jusqu'alors exclusivement masculins. Elles sont 400 000 à travailler dans les usines d'armement, on les appelle les « munitionnettes », diminutif sympathique qui ne gomme cependant pas la difficulté à naturellement interioriser la place des femmes dans la production.

En mai 1917, les « midinettes » se mettent en grève pour protester contre des conditions de travail souvent épouvantables. Elles arrachent par leurs manifestations la « semaine anglaise ». Se sont les jeunes ouvrières parisiennes de la mode et de la couture qui sont appelées « midinettes », parce qu'on les voit à la pause du midi se promener bras dessus, bras dessous dans les rues de Paris. De nos jours ce terme a glissé pour désigner une jeune citadine naïve et romanesque ; romanesques les Midinettes de 1917 l'étaient à n'en pas douter, naïves certainement pas !



Émergences travaille depuis la fin des années 90 sur les questions de l'égalité professionnelle. A son actif de nombreuses études, publications, supports multimédia et chaque année, ce sont des dizaines de représentants des salariés qui sont formés pour faire reculer les discriminations au travail.

Émergences propose des analyses, diagnostics et autres outils pour aider les représentants des salariés dans leur action en faveur de l'égalité professionnelle hommes-femmes. Outre son site institutionnel (www.emergences.fr) deux autres sites dédiés à l'égalité professionnelle sont animés par **Émergences**, le premier se consacre à l'actualité des discriminations au travail (www.no-discrim.fr), le second à l'égalité dans la vie personnelle et professionnelle (www.conciliationdestemps.fr).

